



Lettre d'information Aube

Retrouvez-nous sur internet :

www.lutte-ouvriere.org

 [lutte.ouvriere.aube](https://www.facebook.com/lutte.ouvriere.aube)

Lundi 2 août 2021

PFIZER, MODERNA... : EXPROPRIATION DES TRUSTS PHARMACEUTIQUES !

Selon un quotidien britannique qui a pu consulter le contrat conclu avec l'Union européenne, le vaccin Pfizer va passer de 15,5 à 19,5 euros et celui de Moderna de 19 à 21,5 euros.

Ces deux groupes viennent d'annoncer des profits record, mais le rebond épidémique dû au variant Delta leur permet d'imposer des augmentations. Protégés par le système de brevets, une poignée de grands laboratoires peuvent fixer librement leurs prix et priver ainsi les pays les plus pauvres de l'accès aux vaccins. La vaccination est un progrès sur le plan scientifique, mais, dans le système capitaliste, elle est avant tout une source d'enrichissement pour une poignée d'actionnaires se moquant totalement de l'intérêt général et de la santé.

Biden, Macron et leurs semblables ont fait de grandes déclarations sur la nécessité de faire du vaccin « un bien commun de l'humanité », mais ils se gardent bien de remettre en cause le droit de ces grands trusts de détourner à leur profit le travail de tous ceux qui ont concouru à la découverte et à la production des vaccins. Par contre, vis-à-vis de leur population, ces mêmes dirigeants n'hésitent pas à multiplier les interdictions, les obligations et les sanctions, comme Macron vient de le faire avec la loi sanitaire.

À compter du 9 août, il faudra donc présenter un passe sanitaire pour entrer dans un hôpital ou un Ehpad, pour prendre le train ou aller au restaurant, et cette obligation concernera aussi les travailleurs de nombreux secteurs. Les soignants devront se faire vacciner, faute de quoi, après le 15 septembre, leur contrat de travail serait suspendu et ils ne toucheraient plus de salaire. La ministre du Travail a précisé que les employeurs pourraient aussi procéder à des licenciements. Sous prétexte d'imposer la vaccination, Macron fait passer une loi anti ouvrière qui renforce l'arbitraire patronal.

Les annonces du ministre de l'Éducation, Blanquer, sont tout aussi choquantes. Ainsi, à la pro-

chaine rentrée, des élèves non vaccinés pourraient être « évincés » de leur classe. Mais Blanquer refuse de dégager des moyens pour permettre à tous d'étudier dans des conditions correctes et sûres du point de vue sanitaire. Il prévoit même de supprimer 1 800 postes d'enseignants en septembre.

Ces mesures vont compliquer énormément la vie de bien des gens, et en particulier des travailleurs. Mais Macron s'en moque ! En digne représentant de la classe patronale, il use des mêmes méthodes autoritaires qui ont cours quotidiennement dans les entreprises.

Pour se justifier, il invoque l'urgence de réagir à la 4^e vague épidémique. C'est du cynisme, car cette menace était prévisible et, depuis un an, les moyens des hôpitaux, des Ehpad et de l'ensemble du système de santé n'ont nullement été augmentés.

Alors, oui, il y a bien de quoi être en colère contre Macron et Castex qui multiplient les leçons de morale, alors que, depuis le début de l'épidémie, l'État n'a cessé de montrer son incurie. Sa seule préoccupation a été de permettre aux grandes entreprises de maintenir leurs profits.

Comme ses prédécesseurs, Macron exécute les volontés des grands patrons, des financiers, de la minorité de riches privilégiés qui fait passer ses affaires avant tout. La société paye aujourd'hui les conséquences désastreuses de la domination de cette classe capitaliste irresponsable et exclusivement préoccupée de s'enrichir toujours plus.

Les manifestations contre la loi sanitaire de Macron se sont poursuivies dans toute la France. Protester contre ces mesures est légitime. Pas au nom de la défense des libertés individuelles, mais pour affirmer la nécessité, au nom de l'intérêt collectif, d'exproprier sans indemnité ni rachat les grands trusts de l'industrie pharmaceutique et de les mettre sous le contrôle de la population. C'est la seule façon d'empêcher que la santé publique dépende des décisions d'actionnaires guidés uniquement par la recherche du profit.



Une nouvelle brochure gratuite est distribuée cet été par les militants de Lutte ouvrière.

Elle reprend le discours que Nathalie Arthaud a prononcé lors du rassemblement festif organisé à Presles, en région parisienne, le 13 juin.

Nathalie y développe le programme de lutte nécessaire aux travailleurs pour défendre leurs intérêts vitaux, à commencer par celui de pouvoir vivre dignement de leur travail, mais aussi notre conviction que l'avenir de la société dépend du fait que les travailleurs en prennent la direction.

Ce rassemblement politique ayant eu lieu pendant la campagne électorale des régionales, le discours a été

aussi un appel à voter pour les listes que Lutte ouvrière a présentées à ces élections.

Car si nous sommes convaincus que les élections ne changeront pas le sort des travailleurs, nous sommes aussi persuadés qu'il faut saisir toutes les occasions de prendre la parole pour défendre les perspectives communistes révolutionnaires.

L'année qui vient nous donnera d'ailleurs l'occasion de le faire avec la campagne présidentielle où nous présentons Nathalie Arthaud.

Toutes les aides sont les bienvenues pour faire connaître cette candidature et populariser un programme de lutte pour les travailleurs.

Le Covid lui dit merci

Alors que la quatrième vague progresse, la pénurie de soignants devient catastrophique, au point que plusieurs hôpitaux doivent fermer leur service d'urgence certains jours ou toute la nuit.

Le gouvernement a continué, comme avant la pandémie, à supprimer lits et personnels. Plutôt que d'embaucher, il a préféré organiser une campagne de mensonges pour rendre les soignants non vaccinés responsables de la propagation du virus.

Si la progression de la maladie est facilitée, c'est bien aussi par sa politique en matière sanitaire.

La bourse ou la vie

Le CAC 40 a atteint son plus haut niveau depuis plus de 20 ans, en raison de l'augmentation des bénéfices des grands groupes. Les profits du groupe LVMH, numéro un mondial du luxe, ont ainsi bondi de 44 % pour atteindre 7,6 milliards au premier semestre. Cette somme aurait permis d'embaucher 400 000 soignants dans les hôpitaux débordés dans la même période.

La santé n'a pas de prix, mais le capitalisme a un coût.

Catastrophe sanitaire au Maghreb

La pandémie de Covid fait des ravages au Maghreb. Tous les hôpitaux y connaissent un afflux dépassant leurs capacités d'accueil et la pénurie d'oxygène est fatale à un grand nombre de patients.

« Nous en sommes réduits à pratiquer une médecine de guerre », a déclaré une infirmière du plus grand hôpital d'Alger devant l'hécatombe. Une guerre qui frappe d'abord les travailleurs et les plus pauvres.

Gaz : le racket continue

Après une hausse de 10 % en juillet, le tarif réglementé du gaz appliqué par Engie (ex-Gaz de France) va encore augmenter de 5,3 % en août.

Engie a fait 2,3 milliards d'euros de bénéfice au premier semestre 2021. Cela n'empêche pas le gouvernement de l'autoriser à asphyxier encore un peu plus le pouvoir d'achat de ses cinq millions de clients.

Beaucoup de déclarations, peu de moyens

102 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint en 2020, et déjà 57 en 2021. Le ministre de l'Intérieur, Darmanin, s'est senti obligé de promettre que les dossiers de violence conjugale seraient désormais traités en priorité, et que tout signalement ferait l'objet d'une plainte. Or, près de 20 % des victimes avaient déjà porté plainte, sans que cela les protège.

Pour aider les femmes victimes de violence, les associations réclament des moyens massifs, et pas seulement judiciaires. Mais dès qu'il s'agit d'ouvrir le porte-monnaie, la sollicitude du gouvernement pour les femmes se fait beaucoup plus discrète.



Pour nous contacter :

troyes@lutte-ouvriere.org ou 06 35 14 73 72